



NORWEGIAN CHURCH AID actalliance

Termes de référence

Norwegian Church Aid RDC

Evaluation finale de la période stratégique 2020-2024 des projets financés MFA - NORAD

1. Norwegian Church Aid

Norwegian Church Aid est une organisation humanitaire et œcuménique indépendante dont le siège est à Oslo, en Norvège. Norwegian Church Aid travaille avec des personnes et des organisations du monde entier pour éradiquer la pauvreté et l'injustice. NCA fournit une aide d'urgence en cas de catastrophe et œuvre pour le développement à long terme des communautés locales. Afin de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, le NCA plaide pour que les autorités publiques, les entreprises et les chefs religieux prennent des décisions justes. Nous aidons ceux dont les besoins sont les plus grands, indépendamment de l'origine ethnique, de la croyance, de l'affiliation politique ou religieuse.

NCA est présente dans la région des Grands Lacs depuis 1994, à commencer par une réponse d'urgence à la crise humanitaire dans les régions orientales de la République démocratique du Congo (RDC) causée par le génocide rwandais. Il y a actuellement deux bureaux de NCA en RDC : à Bukavu, au Sud-Kivu (SK), et à Goma, au Nord-Kivu (NK). En outre, il y a une base de terrain à Baraka.

2. Contexte :

La NCA va finir la période stratégique 2020-2024 en décembre 2024. Au cours des dernières décennies, l'est de la RDC a connu des conflits armés, des violences intercommunautaires et des violences physiques contre les civils (y compris des violences sexuelles).

La vision globale de la NCA pour cette période était de contribuer à une société non violente, égalitaire, respectueuse et résiliente qui permet aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons de vivre une vie saine et digne et de revendiquer leurs droits conformément à la vision globale de la NCA « ensemble pour un monde juste ». Les trois conditions préalables générales identifiées comme nécessaires pour atteindre cet objectif sont les suivantes : i) Les femmes et les filles sont habilitées à vivre sans violence et à revendiquer leurs droits ; ii) Les communautés vivent une vie plus saine grâce à l'accès à des services EAH sûrs, durables et résilients au changement climatique, et iii) Les communautés bénéficient d'une redistribution plus équitable des ressources financières publiques.

Les principaux domaines de programme de NCA en RDC sont la lutte contre les violences basées sur le genre, l'Eau, Assainissement et Hygiène et la lutte contre les inégalités. NCA travaille avec ces programmes dans l'est du Congo depuis plus de 20

ans et a accumulé beaucoup d'expériences et de leçons précieuses. NCA a commencé à travailler au cours de la nouvelle période stratégique sur la santé reproductive dans le cadre du programme sur la violence basée sur le genre et le renforcement de l'aspect résilience climatique dans le cadre du programme EAH. Enfin, grâce à la nouvelle initiative stratégique de lutte contre les inégalités, NCA a intensifié ses interventions dans les zones minières en abordant les aspects liés à la mauvaise gouvernance des ressources, ainsi que le manque de responsabilité des détenteurs d'obligations envers les communautés affectées et les détenteurs de droits. Nous cherchons à relier les acteurs religieux aux organisations spécialisées de la société civile et, par le biais d'un plaidoyer fondé sur des preuves, à encourager les chefs religieux à s'exprimer au nom de ces communautés. Il y a plusieurs liens avec le programme VBG dans notre travail de Combat contre les inégalités dans les zones minières alors que nous travaillons à autonomiser les femmes et à les aider à se réintégrer et à démarrer une nouvelle vie dans leurs communautés.

NCA vise à promouvoir et à accroître l'intégration entre les domaines thématiques, en favorisant la colocalisation des activités dans la même zone géographique. Bien que la colocalisation soit un défi dans les interventions humanitaires, nous avons développé et créé des capacités d'intervention rapide dans les zones globales du programme des deux Kivus.

NCA estime que travailler avec des partenaires locaux et nationaux est essentiel pour assurer un développement durable avec une appropriation nationale des résultats et des solutions adaptées localement. Les acteurs de la société civile ont un plus grand potentiel pour mobiliser les femmes et d'autres groupes vulnérables afin qu'ils revendiquent eux-mêmes leurs droits. Et la permanence et la présence des acteurs religieux dans les communautés cibles signifient qu'ils sont dignes de confiance des détenteurs de droits et que leurs réseaux établis facilitent l'accès aux détenteurs d'obligations. Au cours de la période, NCA s'est investi dans le renforcement de la société civile en mettant en place plusieurs objectifs transversaux.. L'objectif global de la période stratégique est le suivant : « Les acteurs et l'espace de la société civile sont renforcés pour promouvoir les droits de l'homme et la dignité et donner aux populations les moyens de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques, des plans de développement et de la réponse humanitaire ». L'essentiel de ce travail en RDC se déroule dans le cadre thématique des programmes mondiaux de lutte contre la violence basée sur le genre et l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que de l'initiative stratégique FI. Il est important de souligner que la NCA s'attend également à être renforcée par les partenaires et doit apprendre d'eux, conformément à l'approche de partenariat mutuellement enrichissant. NCA s'est concentré particulièrement sur l'autonomisation des détenteurs de droits afin qu'ils soient en mesure d'agir collectivement sur des intérêts communs. Nous avons aidé également nos partenaires à demander des comptes aux détenteurs d'obligations et nous avons construit des plateformes inclusives afin que nos partenaires puissent travailler efficacement ensemble pour le changement social. Enfin, nous avons travaillé avec nos partenaires humanitaires pour accroître leur participation à la réponse humanitaire.



Les programmes à évaluer par le consultant se focaliseront sur l'accord cadre de NCA avec le ministère des Affaires Etrangères de Norvège et NORAD,

Pour le MFA, la subvention s'articule autour des objectifs suivants :

Résultat 2 : Les réponses humanitaires sont améliorées grâce à une coordination de qualité à l'échelle du système et au plaidoyer.

Résultat 3 : Les communautés affectées par les crises démontrent des pratiques d'hygiène améliorées et ont accès à des services vitaux WASH appropriés et pertinents pour leurs besoins immédiats.

Résultat 4 : Les survivants de violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) ont accès à des services vitaux spécialisés, appropriés et adaptés à leurs besoins immédiats.

Résultat 5 : Les adolescentes et adolescents adoptent des comportements de santé sexuelle et reproductive pour se protéger des risques sanitaires.

Résultat 7 : Les opérations de réponse humanitaire de NCA sont durables sur le plan environnemental et conformes aux principes humanitaires et de redevabilité.

Pour NORAD :

1. Violence sexuelle et basées sur le genre :

- **Résultat 1 :** Les normes dominantes sont transformées pour protéger les filles et les femmes contre la violence et les pratiques néfastes.
- **Résultat 2 :** Les femmes et les filles exposées aux risques de violence, ainsi que les survivantes, accèdent à des services vitaux et spécialisés de VSBG.
- **Résultat 3 :** Les femmes et les adolescentes autonomisées dirigent, renforcent leur estime de soi et réalisent leurs droits.
- **Résultat 4 :** La mortalité maternelle est réduite chez les femmes et les adolescentes.
- **Résultat 5 :** Les femmes et les adolescents accèdent à une éducation complète à la sexualité et à la planification familiale moderne.

2. Initiative stratégique de lutte contre les inégalités :

- **Résultat 1 :** Les détenteurs de devoirs sont influencés pour augmenter les financements et les dépenses afin de réduire la pauvreté et les inégalités.
- **Résultat 2 :** Les titulaires de droits sont mobilisés pour une gouvernance équitable des ressources.

3. Les acteurs et l'espace de la société civile sont renforcés pour promouvoir les droits humains et la dignité, et permettre aux citoyens de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques, des plans de développement et de la réponse humanitaire :

- **Résultat 1 :** Les titulaires de droits sont mobilisés pour une action collective sur des intérêts communs.
- **Résultat 2 :** Les détenteurs de devoirs sont tenus responsables par les acteurs de la société civile.

- **Résultat 4** : Des plateformes multi-acteurs sont créées pour travailler ensemble en faveur du changement social.

3. Portée de l'étude :

L'évaluation finale consistera à obtenir les valeurs actuelles de tous les indicateurs à renseigner en endline (voir liste en annexe) dans les cadres de résultats de subvention NORAD et MFA afin de permettre de produire un rapport final.

La portée de cette évaluation s'étend sur plusieurs dimensions clés pour assurer une analyse complète des subventions de MFA et NORAD sur la période stratégique 2020-2024.

Sur le plan géographique, l'évaluation couvrira toutes les zones où les programmes ont été mis en œuvre. (Nord-Kivu : Masisi, Rutshuru et IDPS Camps à Goma, Maison Lydia à Goma ; Sud-Kivu : Nundu, Kalehe, Kalonge, Mushinga, Luhwindja, Maison Dorcas à Panzi) Cela inclut des contextes de crise humanitaire, ainsi que des zones de conflit ou post-conflit où les populations vulnérables, telles que les femmes, les filles et les adolescents, ont été particulièrement ciblées. L'objectif est de mesurer l'impact des interventions dans des contextes divers, en tenant compte des spécificités locales.

Sur le plan thématique, l'évaluation portera sur plusieurs axes. Elle examinera les aspects de la réponse humanitaire, y compris la qualité de la coordination, l'accès aux services WASH, les services spécialisés pour les survivants de violences sexuelles et basées sur le genre (SGBV), ainsi que la durabilité des opérations humanitaires. Par ailleurs, les thèmes liés à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes seront abordés, avec un focus sur la transformation des normes sociales et l'amélioration de l'accès des femmes et filles aux services essentiels. L'évaluation couvrira également les initiatives visant à réduire les inégalités économiques et sociales, en se concentrant sur la mobilisation des détenteurs de droits et la responsabilité des gouvernements. Le renforcement de la société civile et des plateformes multi-acteurs sera également un élément essentiel à évaluer, en termes de promotion des droits humains et de participation au changement social.

En termes temporels, l'évaluation se concentrera sur la période 2020-2024, analysant l'ensemble des activités entreprises pendant cette phase stratégique. Elle évaluera non seulement les résultats immédiats, mais aussi les effets à plus long terme des interventions, en examinant les progrès réalisés vers les objectifs fixés. Cette approche permettra d'identifier les tendances et les impacts qui se sont manifestés au fil du temps, tout en tenant compte des ajustements opérés en cours de route.

Sur le plan organisationnel, l'évaluation impliquera une analyse des différents acteurs ayant contribué à la mise en œuvre des programmes. Cela inclut non seulement NCA et ses partenaires locaux, mais aussi les autorités publiques et les organisations de la société civile. La manière dont ces acteurs ont collaboré, coordonné et partagé les responsabilités sera un aspect crucial à évaluer, en particulier dans des contextes où l'efficacité de la coordination peut influencer directement les résultats des interventions.

Enfin, **sur le plan méthodologique**, l'évaluation adoptera une approche mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives. Les évaluateurs examineront les documents de projet, réaliseront des enquêtes auprès des bénéficiaires et des parties prenantes, et mèneront des entretiens approfondis. Des visites sur le terrain seront également réalisées pour observer directement l'impact des interventions. Cette approche combinée garantira une



évaluation riche et détaillée, tenant compte des perspectives variées des acteurs et des bénéficiaires concernés.

4. Objectifs :

Cette évaluation vise à mesurer l'atteinte des résultats des subventions MFA et NORAD pour la période stratégique 2020-2024, en portant une attention particulière aux dimensions d'apprentissage sur des thématiques transversales essentielles du programme, notamment la gestion des risques, le genre, l'environnement, les parties prenantes, la gestion de la communication, l'inclusion, les approches spécifiques (SASA, REFLECT, TAMAR, Village et école Assaini, ATPC et PHAST plaidoyer, etc.), les droits de l'homme et la lutte contre la corruption. L'évaluation analysera l'efficacité, la pertinence, la cohérence et la coordination des interventions humanitaires et de développement, afin de déterminer dans quelle mesure les résultats escomptés ont été atteints et d'identifier les leçons apprises pour optimiser les futures interventions tout en respectant les principes humanitaires, la réduction des inégalités et la protection des droits humains.

Objectifs spécifiques

1. **Efficacité des résultats** : Évaluer dans quelle mesure les objectifs en matière de réponse humanitaire (WASH, SGBV, santé sexuelle et reproductive) et de transformation des normes sociales en faveur de la protection des femmes et des filles ont été atteints.
2. **Pertinence des interventions** : Analyser la pertinence des interventions par rapport aux besoins spécifiques des communautés ciblées, notamment dans les contextes de crise et de grande vulnérabilité.
3. **Cohérence** : Examiner la complémentarité entre les subventions MFA et NORAD, ainsi que l'alignement avec d'autres initiatives humanitaires, politiques nationales et normes internationales. Évaluer l'engagement des parties prenantes et l'efficacité des collaborations dans la mise en œuvre des projets.
4. **Coordination entre les acteurs** : Évaluer la qualité de la coordination entre les acteurs locaux, les plateformes multi-acteurs et les parties prenantes, afin d'assurer une réponse humanitaire coordonnée et alignée sur les principes de responsabilité et de durabilité environnementale.
3. **Leçons apprises et bonnes pratiques** : Identifier les meilleures pratiques et les leçons apprises dans le cadre de ces initiatives pour orienter la planification et la mise en œuvre de futures initiatives financées par MFA et NORAD, tout en renforçant les principes de lutte contre les inégalités et de protection des droits humains.

Questions d'évaluation

1 : Efficacité

- Dans quelle mesure les résultats attendus en matière de WASH, SGBV, FI et santé sexuelle et reproductive ont-ils été atteints dans les zones d'intervention ?
- Les approches spécifiques (Espace sûr pour les femmes et filles, SASA, REFLECT, TAMAR, Village Assaini, plaidoyer) ont-elles contribué efficacement à l'atteinte des objectifs ? Quelles preuves existent pour démontrer leur efficacité ?



- Comment les actions du programme ont-elles intégré la gestion des risques et l'adaptation aux imprévus ? Quelle a été l'efficacité des mesures de gestion des risques ?
- Dans quelle mesure les résultats obtenus ont-ils répondu aux besoins spécifiques des groupes cibles, en particulier des femmes, des jeunes, et des communautés vulnérables ?

2 : Pertinence

- Les interventions ont-elles été adaptées aux besoins des bénéficiaires dans les contextes spécifiques des zones d'intervention, en particulier en matière de genre, inclusion, et droits humains ?
- Comment les dimensions transversales telles que l'environnement, le genre et la lutte contre la corruption ont-elles été prises en compte dans la conception et la mise en œuvre des activités ?
- Les approches communautaires (SASA, REFLECT, TAMAR, plaidoyer) ont-elles permis d'atteindre des résultats pertinents en matière de transformation sociale et de protection des droits de l'homme ?
- Le programme a-t-il respecté et intégré les principes humanitaires fondamentaux et les priorités locales ?

3 : La cohérence :

- Dans quelle mesure les programmes sont-ils alignés avec les politiques nationales, locales et les priorités sectorielles, et prennent-ils en compte les normes internationales et environnementales pour garantir une intervention durable et respectueuse des droits humains ?
- Comment les subventions du MFA et de NORAD se complètent-elles pour maximiser l'impact et éviter les chevauchements, notamment dans les domaines clés tels que la réponse SGBV, les services WASH, la lutte contre les inégalités et l'autonomisation des femmes ?
- Les interventions respectent-elles les normes humanitaires internationales, les principes de transparence et de redevabilité, ainsi que les standards environnementaux et de durabilité tout en assurant une cohérence et une intégration des différentes composantes du programme pour maximiser les résultats ?

3 : Coordination entre les acteurs

- Comment la coordination entre les différents acteurs (ONG locales, autorités publiques, agences internationales) a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs du programme ?
- Quelles pratiques ont été mises en place pour renforcer la participation des parties prenantes dans le processus de mise en œuvre et d'évaluation ?
- Comment la coordination avec les acteurs locaux a-t-elle contribué à la durabilité environnementale et à la réduction des risques ?
- ?

4 : Leçons apprises et bonnes pratiques



- Quels enseignements tirés des mesures de gestion des risques, de l'intégration du genre, et de la lutte contre la corruption pourraient être appliqués pour renforcer l'efficacité et l'impact des programmes futurs ?
- Comment les résultats de cette évaluation pourraient-ils guider les prochaines étapes en matière de coordination, de gestion des parties prenantes, et de respect des normes de durabilité environnementale ?
- Quelles sont les pratiques et innovations qui se sont avérées efficaces pour promouvoir la réduction des inégalités et la protection des droits de l'homme ?

5. Méthodologie :

Le consultant doit travailler de manière participative et dans une approche fondée sur les droits qui tient compte des sensibilités culturelles de genre et de conflit. Le personnel de NCA ainsi que le personnel des partenaires et les titulaires de droits devraient participer de façon significative au processus.

On s'attend à ce que le consultant choisisse de mettre au point la méthodologie, les méthodes et les outils de collecte et d'analyse des données. Toutefois, la méthodologie élaborée par le consultant doit tenir compte des éléments suivants :

- ✓ L'échantillon de l'étude doit d'être *statistiquement* représentatif, en adoptant une méthode d'échantillonnage appropriée qui garantisse la représentativité des données et des résultats ainsi que des principaux groupes cibles du programme. Si le consultant administre des enquêtes, une méthode d'échantillonnage aléatoire est préférée.
- ✓ La méthodologie et les outils utilisés pour cette collecte des données doivent être approuvés par NCA avant la collecte des données

6. Calendrier et livrables

Les travaux peuvent commencer après la signature du contrat (prévue pour le 02-12-2024). L'ensemble de la mission ne doit pas dépasser un total de 30 **jours**. Le consultant est responsable de la livraison des produits suivants à NCA pour examen et approbation (voir la section 7 réf. Comité directeur) :

- **Produit 1**: Rapport de démarrage de la mission (y compris l'échantillon complet, la méthodologie, le plan de travail, le budget et le calendrier) **5 jours** après la signature du contrat
- **Produit 2**: Méthodes et outils de collecte de données **5 jours** après la signature du contrat
- **Achèvement de la collecte des données : 14 jours** après la validation du rapport de démarrage. (26 décembre 2024)
- **Produit 2** : Présentation des résultats préliminaires dans les bureaux de NCA à Bukavu - **10 jours** après la fin de la collecte de données. 6 janvier 2025
- **Produit 3**: Draft du rapport - **4 jours** après la présentation des résultats préliminaires. (10 janvier 2025)
- **Produit 4**: Rapport final - **5 jours** après la réception des commentaires de NCA (au plus tard le 1 février 2025) .

7. Responsabilités



Conformément à la politique d'évaluation de NCA, un comité directeur a été mis en place par NCA pour l'étude, composé des représentants de NCA en RDC et du siège à d'Oslo. Le rôle du comité directeur est d'examiner et d'approuver chaque produit décrit dans le mandat (voir la section 6) et de fournir un soutien stratégique au besoin au consultant. Les responsabilités spécifiques de NCA et du consultant sont les suivantes :

Responsabilités de NCA :

- Fournir toute la documentation nécessaire au consultant
- Fournir des mises à jour de sécurité et des conseils si nécessaire
- Fournir un soutien logistique complet, y compris les frais de déplacement et d'hébergement, au besoin, pour mener à bien la mission conformément (à inclure dans budget du consultant),
- Soutenir l'identification des membres des équipes de collecte de données,
- Examiner et approuver les produits décrits dans le présent Termes de références (voir la section 6);
- Participer à l'examen et à la conception des méthodes et des outils de collecte de données
- Fournir au consultant le code de conduite et la politique de sécurité de NCA.

Responsabilités du consultant :

- Fournir tous les livrables définis dans le TOR, en respectant le calendrier et les exigences de qualité. Maintenir des communications et des mises à jour constantes avec le comité directeur de NCA. Recruter, former et superviser les équipes de terrain pour garantir la qualité et la fiabilité des données collectées.
- Superviser et participer aux activités de collecte de données conformément au plan de travail et au calendrier approuvés.
- Rassembler et organiser toutes les données recueillies conformément au cadre de programmation et au rapport de démarrage validé.
- Effectuer une analyse détaillée des données en fonction du mandat et des objectifs fixés dans les Termes de Référence (TdR).
- Transmettre à NCA l'ensemble des données brutes recueillies, en s'assurant qu'elles soient anonymisées si nécessaire pour préserver la confidentialité des participants.
- Conserver les données de manière sécurisée pendant toute la durée de l'évaluation et procéder à leur effacement après la validation du rapport final, sauf indication contraire de NCA.
- S'assurer de la conformité avec les réglementations GDPR, en collectant et traitant uniquement les données nécessaires, en anonymisant les informations sensibles dès que possible, et en appliquant des mesures de sécurité pour protéger les données personnelles des participants.
- Rédiger les versions préliminaires et finales du rapport d'évaluation, conformément aux directives de NCA.
- Adhérer au code de conduite et aux normes de sûreté de NCA tout au long de l'évaluation.

8. Lignes directrices pour le rapport final :

Le rapport final (incluant tous les produits) doit être en Français et en anglais. Le rapport final devrait compter maximum 25 pages (à l'exclusion des annexes) et adopter la structure suivante :

I. Contenu



- II. Liste des acronymes et abréviations
- III. Résumé (environ 1-2 pages) selon un modèle fourni par NCA
- IV. Méthodologie (environ 3 pages)
- V. Analyse des résultats (18 approx. Pages) - y compris un tableau des valeurs collectées chacun des indicateurs du projet
- VI. Conclusions et recommandations (environ 2 pages)
- VII. Annexes

9. **Budget**

Le consultant devra soumettre un budget total pour la mission, compris entre **6 000 et 8 500 USD toutes taxes incluses (TTC)**. Ce budget couvrira l'ensemble des coûts liés à la prestation, incluant les honoraires, les frais de déplacement, les coûts administratifs et tout autre frais nécessaire à l'accomplissement de la mission.

10. **Profil du consultant**

NCA RDC est à la recherche d'un consultant/cabinet ayant de l'expérience dans la réalisation d'une étude d'évaluation de haute qualité via une approche participative et fondée sur les droits, avec les qualifications suivantes :

Compétences requises :

- Au minimum 10 ans d'expérience dans la réalisation d'étude d'évaluation de programmes humanitaires et de développement. (Curriculum Vitae (CV) détaillé)
- Expertise dans l'évaluation des projets des secteurs WASH, santé sexuelle et reproductive (SRH), lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (SGBV), et lutte contre les inégalités dans le secteur minier.
- Connaissance des programmes financés par le **MFA norvégien** et **NORAD**.
- Expérience de travail dans des contextes de crise humanitaire ou post-conflit, notamment en RDC.
- Connaissance des dynamiques locales, des approches communautaires et des défis de coordination humanitaire.
- Maîtrise des méthodes d'évaluation quantitatives et qualitatives (enquêtes, entretiens, focus groups, analyse documentaire).
- Expertise dans l'utilisation pour interprétation de cadres logiques et d'indicateurs pour mesurer l'impact et l'efficacité des programmes.
- Capacité à analyser les impacts à long terme et la durabilité des interventions.
- Expérience avérée dans l'intégration de l'approche genre dans les programmes.
- Connaissance des stratégies de lutte contre les inégalités sociales et économiques, et de l'autonomisation des femmes et des filles.
- Capacité à coordonner une équipe pluridisciplinaire et à gérer les relations avec plusieurs parties prenantes (agences de financement, partenaires locaux, autorités publiques, OSC).
- Compétences en communication claire des résultats et recommandations via des rapports et des présentations.



- Bonne maîtrise des principes humanitaires internationaux et des normes de redevabilité vis-à-vis des communautés affectées.
- Sensibilité aux questions de durabilité environnementale dans les réponses humanitaires.
- Bilingue en anglais et français, avec compétences en communication interculturelle dans des contextes multiculturels et sensibles.

Qualifications académiques :

- Diplôme supérieur (Master ou PhD) en développement international, sciences sociales, études de genre, santé publique ou domaines connexes.
- Certifications en suivi et évaluation ou en gestion de projet (un atout).

Le candidat retenu devra signer le Code de conduite de l'Alliance ACT dans le cadre du contrat pour cette mission.

11. Applications

Les candidats/cabinets intéressés doivent présenter une demande comprenant les documents suivants :

- i) Lettre de candidature et CV (détaillant toute l'expérience d'évaluation antérieure)
- ii) Proposition technique (maximum de 10 pages), y compris un plan de travail et un calendrier proposé
- iii) Proposition financière : y compris le taux quotidien de consultation, les coûts liés à l'équipe de collecte de données, les voyages, etc. Le budget devrait présenter clairement le taux de consultants journalier proposé séparément. NCA effectuée le paiement de la 1^{ère} tranche (50%) seulement après que le rapport de démarrage (produit 1) approuvé par le comité directeur.
- iv) Trois références
- v) Une copie électronique d'un rapport d'une étude similaire menée par le demandeur au cours des 3 dernières années ainsi que les preuves des compétences et qualifications énumérées.
- vi) Lettres de recommandations de précédents employeurs, de préférence des organisations financées par le **MFA norvégien, NORAD**, ou d'autres bailleurs internationaux.
- vii) Contrats ou attestations spécifiant la participation à des projets en lien avec les programmes financés par le MFA norvégien et NORAD, ou d'autres bailleurs internationaux.
- viii) Articles, études ou contributions publiées dans des revues spécialisées ou des rapports sectoriels concernant WASH, SRH, SGBV, ou les inégalités.
- ix) Fournir des exemples de cadres logiques utilisés dans des évaluations passées, montrant comment les indicateurs d'impact et de durabilité ont été définis et mesurés.
- x) Rapports ou exemples de projets intégrant spécifiquement l'approche genre et les stratégies de lutte contre les inégalités sociales et économiques.
- xi) Des exemples de présentations faites lors de réunions ou de conférences, ou de rapports de recommandations produits pour des partenaires ou bailleurs.



- xii) Rapports montrant la mise en œuvre des principes humanitaires et des normes de redevabilité (comme la Charte humanitaire et les standards du SPHERE ou INEE).

Les candidatures doivent être envoyées à travers le lien ici <https://shorturl.at/GqcWv> (ou scannez QR) au plus tard **à 17h de Bukavu le 26 novembre 2024**. Les demandes tardives ne seront pas acceptées par NCA.



Fait Bukavu, le 18/11/2024

Diana Mangeli



Directrice Pays

